IR. - 1 - L.4268/1.

Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
4 / V 1954
Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 avril 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "remplaçant l'arrêté royal du 14 juillet 1951 instituant une procédure en vue des mesures à prendre à l'égard des officiers inaptes ou indignes", a donné le 28 avril 1954 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e April 1954 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit tot vervanging van het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 tot instelling van een procedure met het oog op de maatregelen te nemen ten aanzien van de ongeschikte en onwaardige officieren, heeft de 28e April 1954 het volgend advies gegeven :

Le projet a comme objet de régler la procédure préalable aux mesures à prendre à l'égard des officiers inaptes ou indignes.

Il reprend certaines dispositions de l'arrêté royal du 14 juillet 1951 qui règle actuellement cette procédure. Le projet contient ,de plus ,de nouvelles dispositions relatives à des hypothèses que cet arrêté n'avait pas prévues.

\+

\+ +

L'article 1er, 1°, 2° et 3°, règle la procédure préalable aux mesures disciplinaires à prendre à l'égard des officiers auxquels a été infligée une condamnation pénale coulée en force de chose jugée.

Ces dispositions prévoient notamment que le Roi peut retirer définitivement l'emploi à ces officiers lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions pour être mis à la pension par application de l'article 3,A, 1° et 2°,des lois coordonnées sur les pensions militaires.

En prévoyant le retrait définitif de l'emploi, le projet entend mettre fin à la carrière militaire d'officiers des cadres actifs jugés indignes sans devoir attendre qu'ils aient effectué dix années de service effectif et sans recourir à la mesure extrême que constitue la perte du grade.

La question se pose de savoir si, d'une manière générale, un arrêté royal peut prévoir le retrait définitif de l'emploi d'un officier.

L'article 118 de la Constitution dispose que la loi règle "l'avancement, les droits et les obligations des militaires" et l'article 124 que "les militaires ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi". C'est en vertu de ces articles que le statut des officiers fut réglé par le législateur.

L'article 2 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, l'article 5 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, et l'article 4 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale disposent :

"Le grade est distinct de l'emploi.

Le Roi confère l'emploi du grade et le retire; l'emploi est exercé en vertu de lettres de service du Ministre de la Défense nationale, délivrées d'après les ordres du Roi".

Cette disposition est reprise de l'article 2 de la loi du 16 juin 1836, qui fixe la position des officiers de l'armée.

Il résulte de la législation militaire que cette distinction entre le grade et l'emploi a été rendue nécessaire afin de concilier, d'une part, l'intérêt de l'officier qui ne peut être privé de son grade que par une décision judiciaire ou par le Roi en application de la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée et, l'autre part, l'intérêt des forces armées qui nécessite une certaine souplesse dans l'octroi ou le retrait de l'emploi.

.../...

Si la loi déclare que le Roi confère l'emploi du grade et le retire, elle n'entend pas par-là que ce retrait est laissé à l'arbitraire du pouvoir exécutif. S'il en était ainsi, le Roi pourrait prévoir le retrait définitif de l'emploi pour n'importe quel fait et pas seulement dans le cas précis prévu au présent projet. Cela reviendrait à supprimer la protection que la Constitution a entendu donner au statut de l'officier.

Bien au contraire, il résulte du texte même de la loi et de ses rétroactes que le Roi, s'il peut faire opérer les mutations d'emplois qu'il estime nécessaires, ne peut cependant retirer l'emploi que dans les circonstances prévues par les textes légaux qui fixent les positions des officiers. La position d'un officier doit être analysée comme étant sa situation vis-à-vis de son emploi. Les définitions des diverses positions dans la loi du 16 juin 1836 sont particulièrement significatives à cet égard :

"L'activité est la position de l'officier appartenant aux cadres de l'armée et pourvu de l'emploi ... (article 4).

La disponibilité est la position spéciale de l'officier général ou supérieur qui appartient aux cadres de l'armée et qui est momentanément sans emploi ... (article 5).

La non-activité est la position de l'officier hors cadre et sans emploi ..."(article 6).

Cette dernière position pouvait être provoquée par quatre motifs que le Ministre de la Guerre a précisés lors des travaux préparatoires de la manière suivante :

.../...

"Le premier motif provient de la suppression de l'emploi soit par motif d'économie, soit que cet emploi soit devenu inutile. La deuxième cause est le licenciement du corps dont ils font partie ou sa réduction au pied de paix ... la troisième cause est produite lorsque l'état de santé d'un officier ne permet pas d'obtenir de lui un service actif dans son corps. On lui accorde alors la non-activité et quand il a rétabli sa santé ... il reprend son activité lorsqu'un emploi de son grade est vacant. La dernière cause est déterminée par mesure disciplinaire ..." (Pasinomie 1836, p.195, note 1,dernier alinéa).

La notion de position est encore actuellement la même que celle de la loi de 1836. Les lois sur la position et l'avancement des officiers n'ont pas entendu modifier les principes des lois du 16 juin 1836,mais ont voulu les adapter "aux besoins qui sont dictés par les leçons de la guerre" (Session 1923-1924 Chambre Doc. parl.244, Rapport; Session 1922-1923, Chambre Doc.parl. 144, exposé des motifs).

Les définitions des positions dans les lois actuelles sur la position et l'avancement des officiers font également chaque fois appel à la notion d'emploi.

Le Roi ne peut, dès lors, retirer à un officier son emploi, qu'en le plaçant dans une position prévue par la loi. Le retrait définitif de l'emploi tel que le prévoit le projet, c'est-à-dire sans mise en non-activité par mesure disciplinaire et sans perte du grade, devrait donc être institué par le législateur.

\+

\+ \+

La procédure prévue par l'article 1er, 1°, 2° et 3°, est extrêmement sommaire. Elle précède les mesures disciplinaires les plus sévères qu'il y a lieu de prendre à l'égard d'officiers auxquels a été infligée une condamnation pénale coulée en force de chose jugée.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur la notion de "condamnation pénale", qui comprend aussi bien les condamnations pour simple contravention que celles pour crime et délit.

S'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de prévoir cette procédure sommaire dans les cas de simple contravention, il y aurait lieu de préciser le texte en conséquence.

\+

\+ \+

L'article 1er, 2°, dispose que "le Ministre de la Défense nationale peut infliger directement, sans procédure spéciale, une mise en non-activité par mesure disciplinaire, à l'officier à qui a été infligée une condamnation pénale coulée en force de chose jugée. Il peut également, sans procédure spéciale, proposer au Roi, par un rapport motivé, de mettre l'officier intéressé à la pension en application du 1° ou du 2° de l'article 3, littera A, des lois coordonnées sur les pensions militaires ... ".

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de prévoir également que le Ministre peut proposer au Roi de placer cet officier en non-activité par mesure

.../...

disciplinaire puisque seul l'officier qui a été mis dans cette position par le Roi, peut faire l'objet d'une mise à la pension par mesure disciplinaire prévue par l'article 3, A, 1°,des lois coordonnées sur les pensions militaires.

\+

\+ \+

L'article 2 du projet dispose que le Ministre peut mettre en non-activité par mesure disciplinaire, l'officier qui fait l'objet de poursuites du chef d'infractions graves aux lois pénales ou d'une condamnation dont le projet détermine la gravité mais qui n'est pas encore définitive.

L'alinéa 2 de cet article caractérise la non-activité par mesure disciplinaire, telle qu'il la prévoit :

"La mise en non-activité constitue, dans ce cas, une mesure provisoire, qui ne doit pas nécessairement être précédée d'une peine disciplinaire et qui n'exclut pas l'éventualité de nouvelles mesures disciplinaires ou administratives à envisager lorsqu'une décision judiciaire définitive aura été rendue".

Il ressort de cet alinéa que le Gouvernement n'entend prendre qu'une mesure provisoire, ce qui enlève à la non-activité son caractère de mesure disciplinaire pour lui donner au contraire le caractère d'une mesure d'ordre nécessitée par l'intérêt

du service; le projet tend plutôt à créer une mesure similaire à la suspension préventive non convertie en peine disciplinaire prévue par l'article 101, 4°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une simple modification à l'article 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 9 avril 1952, portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées, et à l'article 4, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 9 avril 1952 portant le statut pécuniaire du personnel de la gendarmerie, pourrait suffire. Cette modification consisterait à prévoir que l'officier absent pour les raisons que l'article 2 du projet prévoit, n'a droit qu'aux trois quarts de son traitement.

S'il entrait cependant dans les intentions du Gouvernement de placer cet officier dans une autre position que celle d'activité, il lui appartiendrait d'apporter aux diverses lois sur la position et l'avancement des officiers, les amendements nécessaires.

\+

\+ \+

Sous réserve de l'observation qui précède, le dernier alinéa de l'article 2 qui confie au Ministre le pouvoir de prolonger la non-activité par mesure disciplinaire au-delà de trois mois, va à l'encontre de l'article 5, 5°, de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des

.../...

officiers, de l'article 8, 5°, de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne et de l'article 6, 5°, de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, qui disposent tous trois que seul le Roi peut mettre en non-activité par mesure disciplinaire pour une période dépassant trois mois.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur l'existence de mesures disciplinaires spéciales concernant diverses catégories d'officiers :

- la démission d'office des officiers du cadre de complément prévue par la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément et par l'arrêté royal du 9 octobre 1951;

- la démission d'office des officiers auxiliaires de la force aérienne prévue par la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne,modifiée par la loi du 14 juin 1951 et par l'arrêté royal du 16 avril 1952;

- le retrait de la commission au grade prévu par la loi du 10 avril 1953 autorisant,à titre temporaire, l'octroi de grades par voie de commission aux officiers des cadres actifs des forces armées et par l'arrêté royal du 30 mai 1953.

Ces diverses dispositions légales et réglementaires prévoient des procédures préalables à ces

mesures disciplinaires. Si le Gouvernement entend régler par le présent projet la procédure préalable à ces mesures, il y aurait lieu de tenir compte des dispositions légales existantes et de prendre des dispositions réglementaires qui ne laisseraient aucun doute sur la procédure à suivre dans ces cas particuliers.

\+

\+ \+

Tel qu'il est rédigé, le projet semble s'appliquer aux officiers de la gendarmerie tout comme aux officiers des forces armées; afin qu'aucun doute ne subsiste, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y aurait lieu de le prévoir.

Het ontwerp strekt tot regeling van de procedure welke voorafgaat aan de ten aanzien van de ongeschikte of onwaardige officieren te nemen maatregelen.

Het ontleent een aantal bepalingen aan het koninklijk besluit van 14 Juli 1951 dat thans de regeling van deze procedure inhoudt. Het bevat bovendien enige nieuwe bepalingen, voor gevallen waarmede in genoemd besluit geen rekening was gehouden.

\+

\+ \+

Artikel 1, 1°, 2° en 3°, regelt de procedure voorafgaande aan de tuchtmaatregelen ten aanzien van de officieren, tegen wie een in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken.

Volgens deze bepalingen kan de Koning deze officieren onder meer van hun ambt ontheffen, wanneer zij niet voldoen aan de voorwaarden om bij toepassing van artikel 3,A, 1° en 2°, der samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen op pensioen te worden gesteld.

Door de definitieve ambtsontheffing wil het ontwerp aan de militaire loopbaan van de onwaardig geachte officieren van het actieve kader een einde maken zonder te moeten wachten tot zij tien jaar effectieve dienst tellen en zonder het verlies van de graad als uiterste maatregel te moeten toepassen.

.../...

De vraag is, of in het algemeen een koninklijk besluit een officier definitief van zijn ambt mag ontheffen.

Volgens artikel 118 van de Grondwet regelt de wet "de bevordering, de rechten en de verplichtingen der militairen",en volgens artikel 124 "kunnen de militairen uit hun graden, ererechten en pensioenen niet ontzet worden dan op de bij de wet bepaalde wijze". De wetgever heeft dan ook op grond van deze artikelen het statuut van de officieren geregeld.

Artikel 2 van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering van de officieren artikel 5 van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, en artikel 4 van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht bepalen :

"De graad is onafhankelijk van het ambt.

De Koning verleent en onttrekt het ambt van de graad; het ambt wordt uitgeoefend krachtens dienstbrieven, naar 's Konings bevel door de Minister van Landsverdediging afgeleverd".

Deze bepaling is overgenomen uit artikel 2 van de wet van 16 Juni 1836, dat de toestand van de officieren van het leger vaststelt.

Uit de militaire wetgeving blijkt, dat dit onderscheid tussen graad en ambt nodig was om het

.../...

belang van de officier, die alleen door een rechterlijke beslissing of bij toepassing van de wet van 16 Juni 1836 betreffende de beroving van graad bij de officieren van het leger door de Koning van zijn graad kan worden beroofd, overeen te brengen met het belang van de krijgsmacht, dat immers een zekere soepelheid bij "het verlenen en onttrekken van het ambt" vereist.

Ofschoon de wet bepaalt, dat de Koning het ambt van de graad verleent en onttrekt, bedoelt zij hiermee niet, dat de uitvoerende macht de ambtsontheffing willekeurig mag toepassen. Ware dit zo, dan zou de Koning de definitieve ambtsontheffing voor om het even welk feit en niet alleen voor het concrete, in dit ontwerp bedoelde geval kunnen uitspreken. Dit zou er op neerkomen, dat de bescherming welke de Grondwet aan het statuut van de officieren heeft willen verlenen, wordt te niet gedaan.

Uit de tekst zelf van de wet en uit de voorgeschiedenis er van blijkt integendeel, dat de Koning weliswaar de door hem nodig geachte mutaties van ambten kan verrichten maar de ambtsontheffing alleen kan uitspreken in de omstandigheden, die in de wetteksten tot vaststelling van de stand van de officieren zijn bepaald. De stand van een officier moet beschouwd worden als zijn toestand ten aanzien van zijn ambt. De definities van de verschillende standen in de wet van 16 Juni 1836 zijn in dit opzicht bijzonder betekenisvol :

"L'activité est la position de l'officier appartenant aux cadres de l'armée et pourvu de l'emploi ... (article 4).

.../...

La disponibilité est la position spéciale de l'officier général ou supérieur qui appartient aux cadres de l'armée et qui est momentanément sans emploi ... (article 5).

La non-activité est la position de l'officier hors cadre et sans emploi ..." (article 6).

Laatstgenoemde toestand kon zich voordoen ingevolge vier feiten, welke de Minister van Oorlog tijdens de parlementaire voorbereiding als volgt heeft toegelicht :

"Le premier motif provient de la suppression de l'emploi soit par motif d'économie, soit que ce emploi soit devenu inutile. La deuxième cause est le licenciement du corps dont ils font partie ou sa réduction au pied de paix ... la troisième cause est produite lorsque l'état de santé d'un officier ne permet pas d'obtenir de lui un service actif dans con corps. On lui accorde alors la non-activité et quand il a rétabli sa santé ... il reprend son activité lorsqu'un emploi de son grade est vacant. La dernière cause est déterminée par mesure disciplinaire ..." (Pasinomie 1836, p. 195, nota 1, laatste lid).

Het begrip "stand" (position) is thans nog hetzelfde als in de wet van 1836. De wetten ter zake van de stand en de bevordering van de officieren hebben de beginselen van de wetten van 16 Juni 1836 niet willen wijzigen maar ze aanpassen "aan de behoef-

.../...

ten gebleken uit de ervaring in de oorlog opgedaan" (Zitting 1923-1924, Kamer Parl.Doc.244- Verslag;Zitting 1922-1923, Kamer Parl.Doc.144 - memorie van toelichting).

Ook in de huidige wetten betreffende de stand en de bevordering van de officieren wordt bij het omschrijven van de standen telkens het begrip "ambt" of "betrekking" gebruikt.

Derhalve kan de Koning een officier alleen van zijn ambt ontheffen door hem in een bij de wet bepaalde stand te plaatsen. De definitieve ambtsontheffing zoals in het ontwerp bepaald, dit wil zeggen zonder op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel en zonder verlies van graad, zou dus door de wetgever moeten worden ingevoerd.

\+

\+ \+

De in artikel 1, 1°, 2° en 3°, voorgeschreven procedure is uiterst summier. Zij gaat vooraf aan de strengste tuchtmaatregelen, die moeten genomen worden ten aanzien van officieren tegen wie een in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling is uitgesproken.

De Raad van State wijst er de Regering op, dat het begrip "strafrechtelijke veroordeling" zowel de veroordelingen wegens een gewone overtreding als die wegens misdaad of wanbedrijf omvat.

Is de Regering niet voornemens, deze summiere procedure in geval van gewone overtreding voor te schrijven, dan behoeft de tekst overeenkomstige aanvulling.

\+

\+ \+

.../...

Luidens artikel 1, 2°, kan de Minister van Landsverdediging zonder speciale procedure de officier welke een strafrechtelijke veroordeling met kracht van gewijsde heeft opgelopen, op non-activiteit stellen bij tuchtmaatregel. Hij mag eveneens zonder speciale procedure door een met redenen omkleed verslag de Koning voorstellen de betrokken officier op pensioen te stellen overeenkomstig het 1° of 2° van artikel 3, littera A, van de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen ...".

Volgens de Raad van State zou ook moeten worden bepaald, dat de Minister aan de Koning kan voorstellen, deze officier in non-activiteit bij tuchtmaatregel te plaatsen, aangezien alleen de officier, die door de Koning in deze toestand is geplaatst, bij toepassing van artikel 3, A, 1°, van de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen wegens tuchtmaatregel op pensioen kan worden gesteld.

\+

\+ \+

Volgens artikel 2 van het ontwerp kan de Minister de officier die wegens zware overtredingen van de strafwetten vervolgd wordt of die een, zij het nog niet definitieve, veroordeling heeft opgelopen, waarvan het ontwerp de maat bepaalt, bij tuchtmaatregel op non-activiteit stellen.

Het tweede lid van dat artikel kenschetst de non-activiteit bij tuchtmaatregel, zoals deze hier wordt verstaan, als volgt :

.../...

"De op non-activiteitstelling,is in dit geval, een voorlopige maatregel die niet noodzakelijk moet voorafgegaan worden door een tuchtstraf en die de mogelijkheid niet uitsluit nieuwe tucht- of administratieve maatregelen in aanmerking te nemen, wanneer een rechterlijke uitspraak in kracht van gewijsde zal gegaan zijn.".

Uit dit lid blijkt dat de Regering slechts een voorlopige maatregel op het oog heeft, zodat de non-activiteit haar karakter van tuchtmaatregel verliest om integendeel een door het belang van de dienst gewettigde ordemaatregel te worden; het ontwerp wil veeleer een maatregel invoeren in de aard van de niet in tuchtstraf omgezette preventieve schorsing, als bepaald in artikel 101, 4°, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel.

Volgens de Raad van State kan worden volstaan met een eenvoudige wijziging van artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 April 1952 houdende het geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel van de krijgsmacht en van artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 9 April 1952 houdende het geldelijk statuut van het personeel van de rijkswacht. Deze wijziging zou hierin bestaan dat de officier, die om de in artikel 2 van het ontwerp aangegeven redenen afwezig is, slechts op drie vierde van zijn wedde recht heeft.

Mocht de Regering echter voornemens zijn, deze officier in een andere toestand dan die van activiteit te plaatsen, dan dient zij de verschillende wetten betreffende de stand en de bevordering der officieren overeenkomstig te amenderen.

\+

\+ \+

Onder voorbehoud van de vorenstaande opmerking is het laatste lid van artikel 2, waarbij de Minister bevoegdheid wordt verleend de non-activiteit wegens tuchtmaatregel langer dan drie maanden te verlengen, niet overeen te brengen met artikel 5, 5°, van de wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering van de officieren, met artikel 8, 5°, van de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht en met artikel 6, 5°, van de wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, krachtens welke artikelen alleen de Koning de non-activiteit wegens tuchtmaatregel voor langer dan drie maanden kan uitspreken.

\+

\+ \+

De Raad van State vestigt de aandacht van de Regering op het bestaan van bijzondere tuchtmaatregelen met betrekking tot diverse categorieën van officieren :

- het ontslag van ambtswege van de officieren van het aanvullingskader, bepaald bij de wet van 14 Juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader en bij het koninklijk besluit van 9 October 1951;

- het ontslag van ambtswege van de hulpofficieren van de luchtmacht, bepaald bij de wet van 3 April 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wet van 14 Juni 1951 en bij het koninklijk besluit van 16 April 1952;

.../...

- de intrekking van de aanstelling tot de graad, bepaald bij de wet van 10 April 1953 waarbij de toekenning van graden bij wijze van aanstelling aan officieren van het actief kader van de krijgsmacht tijdelijk mogelijk wordt gemaakt, en bij het koninklijk besluit van 30 Mei 1953.

Deze diverse wets- en reglementsbepalingen stellen procedures in, welke aan die tuchtmaatregelen voorafgaan. Wil de Regering nu de aan die maatregelen voorafgaande procedure in het overhavige ontwerp regelen, dan moet met de bestaande wetsbepalingen rekening worden gehouden en moeten reglementsvoorzieningen worden getroffen, zodat over de in die bijzondere gevallen te volgen procedure geen twijfel overblijft.

\+

\+ \+

Zoals het is geredigeerd, schijnt het ontwerp zowel op de officieren van de rijkswacht als op de officieren van de krijgsmacht toepasselijk te zijn; om alle twijfel weg te nemen, adviseert de Raad van State dit uitdrukkelijk te verklaren.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS,		premier président du Conseil d'Etat,	président
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	G.VAN HECKE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Landsverdediging.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.